

REFORME DU FINANCEMENT DE LA
SECURITE SOCIALE

16.20 Laurette Onkelinx (PS): Monsieur le président, j'en termine.

Avec ce gouvernement, la sécurité sociale n'est plus considérée comme un droit pour nos concitoyens. C'est pourtant un droit constitutionnel que l'État doit garantir en vertu de l'article 23 de la Constitution.

Pour nous, le paiement des pensions, celui des allocations de maladie, d'invalidité, de chômage, le remboursement des médicaments, l'accès aux soins de santé doivent être garantis par l'État. Il ne peut pas en être autrement! Les droits de nos concitoyens ne peuvent pas être à géométrie variable et dépendre de la situation économique.

Dans un État de droit, l'État doit pleinement faire face à ses obligations, comme nos concitoyens d'ailleurs doivent respecter leurs obligations! Cela justifie pleinement que la dotation d'équilibre ne soit pas soumise à des facteurs de responsabilisation qui n'en sont pas et qui sont, je l'ai dit, une déresponsabilisation de l'État!

Derrière des mesures visant un but annoncé par le ministre, but que nous pouvions poursuivre au départ puisqu'il y a des mesures de simplification sur lesquelles nous sommes d'accord, se cachent des ambitions très différentes.

Ces mesures mettent à mal notre modèle social. Je crois que le gouvernement se réserve le droit discrétionnaire de faire ce qu'il veut avec l'avenir de la sécurité sociale, en portant une atteinte grave aux principes fondamentaux qui la régissent et en réduisant le rôle des partenaires sociaux. Vous avez, vous pouvez en être fiers, changé le paradigme et jeté les bases, j'en suis convaincue, d'une scission de notre sécurité sociale, qui est pourtant le véritable ciment de notre pays. Pour nous, c'est insupportable.

16.21 David Clarinval (MR): Monsieur le président, madame, messieurs les ministres, chers collègues, la réforme du financement de la sécurité sociale concrétise un point important de l'accord du gouvernement. Dès 2014, celui-ci avait prévu de revoir ce mode de financement afin de continuer à offrir une protection sociale de qualité à l'ensemble de nos concitoyens. Cette réforme était une nécessité pour plusieurs raisons. Tout d'abord et de manière évidente, il fallait tenir compte de la 6^e réforme de l'État. Ce sont, en effet, plus de 11 milliards d'euros de dépenses qui ont quitté le budget fédéral de la sécurité sociale, depuis 2015, alors que les recettes sont restées dans le budget. En outre, depuis 2014, il n'y avait plus de base légale

veiliggesteld. Maar wat is uw maatschappelijke keuze? U laat de zwaksten, die niet kunnen terugvallen op een privéverzekering voor gezondheidszorg, links liggen.

U maakt de put steeds dieper zonder dat u uw verantwoordelijkheid opneemt en het evenwicht herstelt! U maakt zich er wel gemakkelijk van af!

16.20 Laurette Onkelinx (PS):

Deze regering beschouwt de sociale zekerheid niet langer als een recht. Wij vinden dat de Staat zijn plichten moet nakomen door de pensioenen en de ziekte-, invaliditeits- en werkloosheidsuitkeringen te betalen, en door de terugbetaling van de geneesmiddelen en de toegang tot de gezondheidszorg te verzekeren en te waarborgen. Het is dus logisch dat de evenwichtsdotatie niet wordt gekoppeld aan 'responsabiliseringsfactoren' die er eigenlijk geen zijn.

Achter een lovenswaardig doel gaan er zeer uiteenlopende finaliteiten schuil. De regering behoudt zich discreet het recht voor om de toekomst van de sociale zekerheid naar believen in te vullen. Door de financieringsbeginselen ervan ernstig te ondergraven en de rol van de sociale partners in te perken bent u van paradigma veranderd en bereidt u eigenlijk de splitsing van de sociale zekerheid voor. Voor ons is dat onaanvaardbaar.

16.21 David Clarinval (MR):

In 2014 al nam de regering zich voor de financiering van de sociale zekerheid te hervormen om iedereen een degelijke sociale bescherming te kunnen blijven bieden. Er moest rekening gehouden worden met de zesde staatshervorming: sinds 2015 is er meer dan 11 miljard aan uitgaven uit de federale socialezekerheids-

pour la dotation d'équilibre. Par ailleurs, le financement alternatif demandait à être simplifié. À titre d'exemple, il ne fallait pas moins de 20 arrêtés royaux pour pouvoir payer chaque année les montants inscrits au budget. Il fallait évidemment tenir compte du *tax shift* mis en place par ce gouvernement et des diminutions de cotisations sociales y afférant, et donc, prévoir des financements alternatifs pour les compenser.

Ce *tax shift* est évidemment le cœur de l'action du gouvernement: il permettra de créer de l'emploi, d'engendrer de nouvelles recettes pour la sécurité sociale et diminuer les dépenses.

begroting gelicht, terwijl de ontvangsten er nog in staan. De alternatieve financiering was complexer geworden en daarom was een vereenvoudiging geboden. Er moest rekening worden gehouden met de taxshift en de daaraan gekoppelde verminderingen van de sociale bijdragen, die moesten worden gecompenseerd.

De taxshift zorgt voor nieuwe banen, meer ontvangsten en minder uitgaven.

16.22 Ahmed Laaouej (PS): Le *tax shift* n'est pas financé. Il a même définancé la sécurité sociale. La Banque nationale l'explique dans ses rapports. Comment vous positionnez-vous? Vous présentez le *tax shift* comme un des éléments centraux de la politique du gouvernement, mais vous mesurez bien, à l'heure où nous parlons du financement de la sécurité sociale, que le *tax shift* a définancé la sécurité sociale.

16.22 Ahmed Laaouej (PS): De taxshift is niet gefinancierd, en dat is mee de oorzaak van de financieringstekorten in de sociale zekerheid.

16.23 David Clarinval (MR): Monsieur Laaouej, j'expliquais simplement que le *tax shift* crée de l'emploi. Cet emploi engendre de nouvelles...

16.24 Ahmed Laaouej (PS): (...)

16.25 David Clarinval (MR): Non, ce ne sont pas les effets retour! Monsieur Laaouej, vous faites les questions et les réponses, c'est un peu facile!

16.26 Catherine Fonck (cdH): (...)

16.27 David Clarinval (MR): Madame Fonck, vous anticipez même mes réponses! C'est l'esprit divin du cdH!

16.28 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Trois points ont été énoncés par mon collègue, M. Laaouej. Je n'y reviendrai pas. Vous parlez du *tax shift*. Celui-ci n'est pas financé et il crée un déficit que devront très largement porter les allocataires sociaux.

16.28 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Deze niet gefinancierde taxshift zorgt inderdaad voor een tekort waarvoor u de uitkerings-trekkers zult laten opdraaien. De taxshift heeft bovendien niet tot een verhoging van de werkgelegenheidsgraad geleid, wel integendeel: sinds het begin van de legislatuur is de werkgelegenheidsgraad net gedaald.

Premièrement, vous parlez des effets du *tax shift* en matière d'emploi. C'est vite dit. M. Borsu a essayé de faire croire avant vous que le taux d'emploi en Belgique augmentait. C'est faux: depuis le début de la législature, la Belgique a reculé dans le peloton européen, s'éloignant de l'objectif de 71,5 % de la population active.

16.29 David Clarinval (MR): Vous n'étiez pas présent en réunion de commission, mardi matin!

16.30 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Le taux d'emploi, qui est l'indicateur à prendre en compte, diminue, sans parler de la qualité de l'emploi créé. Soyez précis sur les effets du *tax shift*, à savoir un

16.30 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): U had het over een kwaliteitsvolle sociale zekerheid,

déficit de l'État et un taux d'emploi qui ne décolle pas, sans parler de la qualité de l'emploi.

Vous avez parlé beaucoup plus tôt – à ce moment-là, j'avais déjà envie de vous interrompre, mais j'ai décidé de vous laisser le bénéfice du doute – d'une sécurité sociale de qualité. Il s'agit ici encore d'un beau concept, monsieur Clarinval. Je vote pour une sécurité sociale de qualité. Je trouve cela extraordinaire. Mais qu'est-ce qu'une sécurité sociale de qualité? Est-ce l'exclusion des jeunes du bénéfice des allocations d'insertion? Est-ce la suppression des périodes assimilées au moment du calcul de la pension? Est-ce la suppression du crédit-temps? Est-ce la suppression du complément d'allocation de chômage pour les travailleurs à temps partiel qui sont souvent des travailleuses? Sont-ce toutes les réformes en matière de pension du ministre Bacquelaine qui, semaine après semaine, montrent leurs effets sur les revenus des personnes qui perçoivent les pensions les plus basses? Est-ce cela votre sécurité sociale de qualité? Comment, demain, sera-t-elle de qualité supérieure avec l'éteignoir que vous mettez sur la sécurité sociale avec cette loi de financement?

Si vous utilisez des concepts, soyez précis! *Tax shift*: création d'emploi. Donnez-nous des chiffres démontrant que le taux d'emplois augmente! Sécurité sociale de qualité. Dites-nous ce qu'est assumer ce que vous faites vivre à nos concitoyens les plus fragiles avec les mesures d'économie linéaires que vous avez déjà prises et que vous programmez encore plus dantesques pour demain.

16.31 David Clarinval (MR): Monsieur le président, monsieur Laaouej, monsieur Gilkinet, ce mardi matin, en commission des Affaires sociales, où ni Mme Fonck ni M. Gilkinet n'étaient présents, nous avons entendu un rapport qui démontrait que le *tax shift* avait été positif, avait été créateur d'emplois. Ce rapport émane de la Commission européenne. On peut soupçonner le gouvernement d'être partial, mais il est ici question de la Commission européenne.

Par ailleurs, personne ne pourra nier les chiffres. Plus de 100 000 emplois ont été créés durant ces dernières années. Le taux de chômage diminue de manière importante. Le *tax shift* permet d'accroître les recettes et de diminuer les dépenses. Le nier, c'est simplement nier l'évidence.

16.32 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur Clarinval, je vais reprendre le débat que j'ai déjà eu avec le ministre Peeters.

16.33 David Clarinval (MR): Vous niez la création de 100 000 emplois et vous niez la diminution du chômage, monsieur Gilkinet? Vous niez l'évidence! Les chiffres sont pourtant exacts.

16.34 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): S'il y a une diminution du chômage, c'est parce que vous excluez les demandeurs d'emplois du bénéfice des allocations de chômage, à commencer par les jeunes bénéficiaires de l'allocation d'insertion, en continuant avec les personnes que vous renvoyez vers les CPAS de M. Borsus.

mais wat verstaat u daaronder? Betekent dat voor u jongeren uitsluiten van het recht op inschakelingsuitkeringen, de gelijkgestelde periodes bij de pensioenberekening afschaffen, het tijdskrediet afvoeren, het recht op aanvullende werkloosheidsuitkeringen voor deeltijdwerkers schrappen of gaat het om de maatregelen van minister van Bacquelaine en de gevolgen daarvan voor de kleine pensioentjes? Hoe kan de sociale zekerheid nog kwaliteitsvol zijn, als u ze langs alle kanten beknot?

Komt u maar eens met cijfers over het aanzwengelen van de werkgelegenheid en legt u ons maar eens uit wat een kwaliteitsvolle sociale zekerheid is.

16.31 David Clarinval (MR): Dinsdag konden we in de commissie voor de Sociale Zaken kennismaken van een rapport van de Europese Commissie waaruit blijkt dat de *tax shift* gunstige gevolgen heeft gehad voor de werkgelegenheid. De jongste jaren kwamen er meer dan 100.000 banen bij en de werkloosheid daalt. Dankzij de *tax shift* stijgen de ontvangsten en dalen de uitgaven.

16.34 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Als de werkloosheidscijfers dalen, is dat omdat u de werkzoekenden uitsluit van het recht op werkloosheidsuitkeringen: de jongeren die niet langer recht hebben op inschakelingsuitkeringen en de werklozen die u

16.35 David Clarinval (MR): Ce n'est pas vrai! Un sur cinq émerge au CPAS. Les quatre autres n'y émergent pas, monsieur Gilkinet. Les autres trouvent du travail. Telle est la vérité! Ce sont les chiffres! C'est la FGTB qui le dit!

16.36 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Ce n'est pas le chiffre net de 100 000 emplois que vous essayez de vendre semaine après semaine, c'est le taux d'emploi.

Le taux d'emploi, sur la base des chiffres d'Eurostat, a diminué depuis la mise en place de ce gouvernement et la Belgique, dans le peloton européen, par rapport à l'objectif d'avoir un maximum de la population active bénéficiaire d'un emploi et qui peut, par ses cotisations, financer naturellement la sécurité sociale, est en diminution. Ce sont les indicateurs réels! Qui plus est, comparez le nombre d'emplois nouveaux au coût du *tax shift* pour les finances publiques, vous vous rendrez compte que le prix par emploi est absolument extraordinaire! Vous confieriez au secteur non marchand un quart du coût par emploi créé via le *tax shift*, il créerait quatre fois plus d'emplois! C'est ce qu'il fait depuis des années avec le maribel social.

16.37 David Clarinval (MR): Ce sont des emplois subsidiés!

16.38 Monica De Coninck (sp.a): Mijnheer Clarinval, als u verwijst naar het verslag van Europa – u hebt dat volle recht – dan moet u dat wel juist doen.

Dat verslag zegt dat er inderdaad meer jobs zijn, maar dat die niet kunnen worden gelieerd aan de taxshift. Er is gewoon in gans Europa een betere conjunctuur en men ziet dat in alle EU-lidstaten het aantal jobs stijgt. In verhouding stijgt het aantal jobs in België veel minder dan in onze buurlanden. Een van de verklaringen die verder moeten worden onderzocht, is dat door de ingrepen van de regering de koopkracht van veel mensen is gedaald, waardoor er minder binnenlandse vraag is en waardoor er minder jobs kunnen worden gecreëerd.

16.39 Jan Spooren (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik wil het debat niet langer laten duren dan nodig, maar hier wordt toch een aantal zaken gezegd die manifest onwaar zijn.

De Europese Commissie heeft in haar rapport gezegd dat niet alleen het aantal jobs is gestegen met liefst 100 000 op twee jaar. Zelfs als u dan zegt dat dat alleen voor deeltijdse jobs is: als u het omrekent, gaat het om 66 000 voltijdse jobs die zijn bij gecreëerd op twee jaar. De prognoses voor de volgende jaren geven er nog zoveel bij. U kunt dat blijven ontkennen, maar dat zijn discussies die nergens toe leiden. De Europese Commissie heeft toch – want ik was ook op die hoorzitting – gezegd dat wij nog meer lastenverlagingen op arbeid moeten doorvoeren. Dit was een eerste stap en wij moeten verder gaan op die weg. De Europese Commissie heeft toch letterlijk gezegd dat wij nog meer flexibiliteit moeten inbouwen in onze arbeidsmarkt. Ik wil hier gerust een discussie voeren, maar blijf dan toch het liefst een

naar het OCMW stuurt.

16.35 David Clarinval (MR): Een op vijf komt bij het OCMW terecht, de anderen vinden werk!

16.36 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Volgens Eurostat zijn de werkgelegenheidsgraad en de beroepsbevolking in België gedaald. Een vergelijking van het aantal nieuwe banen met het kostenplaatje van de taxshift voor de overheidsfinanciën leert ons hoe hoog de prijs voor elke baan is.

16.38 Monica De Coninck (sp.a): M. Clarinval devrait se donner la peine de citer correctement le rapport de l'UE, car certes celui-ci fait état de la création d'emplois, mais il est impossible de mettre celle-ci en lien avec le *tax shift*. Grâce à l'embellie conjoncturelle, le nombre d'emplois augmente dans tous les États membres de l'UE, mais proportionnellement nettement moins en Belgique, en raison notamment de la perte de pouvoir d'achat dont souffrent de nombreuses personnes, victimes des mesures gouvernementales.

16.39 Jan Spooren (N-VA): Des contrevérités manifestes sont ici proférées. La Commission européenne évoque une hausse, en deux ans, de pas moins de 100 000 emplois ou convertis en temps plein, 66 000 nouveaux emplois. Les prévisions pour les prochaines années annoncent une hausse analogue. Lors de son audition, la Commission européenne a en outre ajouté qu'il convient de poursuivre la réduction des charges sur le travail et de renforcer la flexibilité.

beetje bij de waarheid.

Een andere zaak is dat men zegt dat de taxshift niet is gefinancierd. Kijk eens naar artikel 5 van dit wetsontwerp: daar staan, met naam en toenaam, jaar per jaar, cijfers die duidelijk maken dat de kosten van de taxshift, de verminderde sociale bijdragen dus, net door dit wetsontwerp worden gedekt. Dat maakt het net stabiel. Dat was tot nu toe niet het geval en zal nu wel het geval zijn.

Als het toch niet mocht uitkomen, als het toch niet genoeg zou zijn, zegt artikel 5, paragraaf 2 daarenboven dat de getallen jaar na jaar kunnen worden bijgesteld. Artikel 7 zegt dat, als de btw en de roerende voorheffing nog niet genoeg zouden zijn, er nog geld zal worden bijgehaald van de accijnzen. Dit ontwerp is zo sluitend en het enige wat ik hoor is dat de taxshift niet is gefinancierd. Dat is manifest onjuist.

16.40 **Monica De Coninck** (sp.a): Mijnheer Spooren, u moet leren luisteren. U moet leren luisteren! U luistert nooit! Ik heb gezegd dat het aantal jobs wel gestegen was. Dat heb ik hier twee minuten geleden gezegd!

16.41 **Jan Spooren** (N-VA): (...)

16.42 **Monica De Coninck** (sp.a): U luistert gewoon niet! U wilt het gewoon niet horen!

16.43 **Jan Spooren** (N-VA): (...)

De **voorzitter**: U hebt het woord gehad, mijnheer Spooren. Nu heeft mevrouw De Coninck het woord.

16.44 **Monica De Coninck** (sp.a): Ik heb alleen gezegd dat de relatie tussen de stijging van het aantal jobs en de taxshift niet bewezen is en dat in de ons omringende landen alle jobs gestegen zijn, zonder taxshift.

16.44 **Monica De Coninck** (sp.a): J'ai dit que le nombre d'emplois a augmenté mais aussi que la corrélation entre cette augmentation et le *tax shift* n'est pas prouvée et que le nombre d'emplois a également augmenté dans tous les États voisins, sans *tax shift*.

16.45 **Jan Spooren** (N-VA): (...)

De **voorzitter**: Gelieve ordelijk te discussiëren, collega's!

16.46 **Monica De Coninck** (sp.a): Wij presteren minder dan de andere landen, terwijl wij ik-weet-niet-hoeveel cadeaus uitdelen! Dat is de realiteit!

16.46 **Monica De Coninck** (sp.a): Conclusion: nous obtenons de moins bons résultats que les autres pays.

Le **président**: La parole est au ministre.

16.47 **Willy Borsus**, ministre: Monsieur le président, je me permets de réagir. J'ai été interpellé trois fois par M. Gilkinet. Au troisième appel, je me dois de réagir.

16.47 **Minister Willy Borsus**: Ik reageer omdat ik drie keer geïnterpelleerd werd door de heer Gilkinet. Hoewel onze werkgelegenheidsgraad zich nog steeds in de tweede helft van de

SPF Économie, confirmées par tous les organes belges concernés. Je cite: "Le taux d'emploi des personnes âgées entre 20 et 64 ans augmente de 0,5 point de pourcentage en 2016; 67,7 % est désormais le taux d'emploi 2016. Après cinq ans de stabilisation autour de 67,3%, cet indicateur augmente de 0,5 point."

Europese ranglijst bevindt, stelt de Algemene Directie Statistiek van de FOD Economie vast dat de arbeidsparticipatie van de 20- tot 64-jarigen in 2016 met 0,5% tot 67,7%, gestegen is, nadat die vijf jaar rond 67,3% geschommeld heeft

16.48 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): (...)

16.49 **Willy Borsus**, ministre: Monsieur Gilkinet, je vous ai écouté patiemment. Laissez-moi terminer. Vous avez raison de dire que ce taux d'emploi nous situe encore dans la deuxième moitié du classement européen. C'est tout à fait vrai. Mais en même temps, notez que, pour la première fois, en 2016, le taux d'emploi repart à la hausse pour un demi point.

16.49 **Minister Willy Borsus**: Die cijfers worden door alle Belgische instanties bevestigd. In tegenstelling tot hetgeen mevrouw Fonck beweert is de arbeidsparticipatie van de 55-tot 64-jarigen de afgelopen jaren gestaag gestegen, ook in 2016.

Mme Fonck, de façon très aventureuse, devant tout le parlement, a indiqué le contraire, mais je cite: "En ce qui concerne les plus de 55 ans, le taux d'emploi des 55-64 ans qui n'a cessé de progresser ces dernières années, affiche à nouveau une hausse en 2016." Oui, chère madame Fonck!

Wat het eindeloze debat over de vraag of er een verband is met de taxshift, beschik ik over analyses en cijfers.

Par ailleurs, j'entends ce débat infini: est-ce ou non lié au *tax shift*? Je dispose de certains chiffres et d'analyses pour vous. Connaissez-vous SD Worx? C'est le plus gros secrétariat social du pays. Je pense que personne ne va contester le sérieux de ses analyses, souvent citées par toutes les familles politiques. Que dit SD Worx dans une récente livraison? Je dispose de toutes les coordonnées, si vous les souhaitez. SD Worx a interrogé un panel extrêmement important de toutes les entreprises affiliées et a chiffré le lien entre résultats et *tax shift*.

SD Worx, het grootste sociaal secretariaat van het land, heeft een grote groep aangesloten bedrijven bevestigd. 7% heeft louter omwille van de taxshift personeel aangeworven, en voor 39% was de taxshift het onmisbare duwtje in de rug.

Je cite: "7 % des entreprises déclarent que c'est uniquement grâce au *tax shift* qu'elles ont procédé à l'engagement. 39 % affirment que le *tax shift* a donné le coup de pouce indispensable en ce qui concerne ces engagements. Le nombre de demandeurs d'emploi est passé sous la barre des 400 000. C'est le meilleur taux depuis quinze ans. Le nombre de faillites, 9 170, est le plus bas depuis 2012."

Vous en voulez encore? Le nombre d'indépendants à titre principal. Quelqu'un sait-il ici combien d'indépendants à titre principal il y a en plus chaque mois?

16.50 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): À temps plein?

16.51 **Willy Borsus**, ministre: À temps plein. Un indépendant à titre principal est par définition à temps plein.

Il y en a plus de 1 000 en plus par mois. Combien y en avait-il, par exemple, en 2013? 267.

Nous avons ici au moins dix indicateurs non contestés qui montrent qu'il se passe quelque chose d'important dans notre pays. Au lieu de le nier, au lieu de le combattre, votre devoir est de le soutenir. Je dois dire, mesdames et messieurs, pour être taquin une seconde, que si un président français, François Hollande, avait la moitié de ce

16.51 **Minister Willy Borsus**: Het aantal werkzoekenden en faillissementen is al jaren niet meer zo laag geweest. Er komen elke maand meer dan 1.000 zelfstandigen in hoofdberoep bij. Er zijn ten minste tien onbetwiste indicatoren die wijzen op een evolutie. Het is uw plicht om deze evolutie te ondersteunen.

résultat, il serait aujourd'hui en campagne électorale en France. Je vous remercie. (*Applaudissements*)

16.52 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le ministre, vous avez donné beaucoup de chiffres. Je vais vous en donner deux. Le premier est tiré d'un diagramme de l'OCDE. Le taux d'emploi des 55-64 ans en 2016, entre les plus mauvais et les meilleurs, la Belgique est la quatrième par le bas. Je persiste et signe. Vous êtes les moins bons en la matière! (*Brouhaha*)

Cela démontre combien énormément d'efforts restent à faire pour augmenter le taux d'emploi global, mais aussi le taux d'emploi des 55-64 ans.

Le deuxième chiffre. Monsieur le ministre, vous me parlez de votre taux d'emploi à 67,7 %. Quel est l'objectif que vous devez atteindre, que vous vous êtes assigné dans votre accord de gouvernement? C'est un taux d'emploi à 73 %. Si vous faisiez réellement aussi bien que les autres pays européens, que les autres pays de l'OCDE, ce taux serait aujourd'hui bien plus élevé que 67,7 %.

En effet, vous bénéficiez d'une conjoncture économique qui est évidemment nettement meilleure que les années précédentes. Alors que la conjoncture économique, à ce moment-là n'était pas bonne, on avait en Belgique une situation nettement meilleure que celle des autres pays européens!

16.53 Benoît Friart (MR): Il y a aujourd'hui, mais il y a également les perspectives pour le taux d'emploi. Le Bureau fédéral du Plan a sorti, ce mardi, son rapport. C'est tout à fait parlant. Le taux d'emploi en 2020 sera à 70 % et en 2022 à 71,3 %, ce qui veut donc dire que l'on se rapproche de plus en plus des standards européens et de ce qu'on nous demande. Tout cela, c'est grâce à l'action du gouvernement et à la compétitivité qui est restaurée.

16.54 Marco Van Hees (PTB-GO!): Je voulais dire à M. Borsus que l'emploi augmente, certes, mais il augmente moins que dans les autres pays européens, ce qui veut dire que l'effet du *tax shift* est contre-productif. On constate même que l'emploi créé était supérieur à aujourd'hui lorsqu'il n'y avait pas de gouvernement en Belgique. Surtout, la question la plus importante, c'est celle de savoir quels emplois ce gouvernement crée.

À propos des indépendants, monsieur Borsus, dans *La Libre Belgique* d'aujourd'hui, que dit le Syndicat Neutre pour Indépendants (SNI)? Il dit que tout n'est pas aussi rose que le prétend le ministre Willy Borsus. Le Syndicat neutre pour Indépendants a, en tout cas, une analyse plus pessimiste de toutes ces données.

Selon lui, "l'augmentation globale constatée est principalement due à l'augmentation du nombre de femmes indépendantes à titre complémentaire (+ 5,5 %) et au nombre d'indépendants qui restent actifs après la pension (+ 5,8 %)" parce qu'il faut travailler comme

16.52 Catherine Fonck (cdH): De grafiek van de OESO toont dat België het land met de op drie na laagste werkgelegenheidsgraad bij de 55- tot 65-jarigen is. Als u het even goed zou doen als de EU-landen, zou u in een gunstige conjunctuur geen werkgelegenheidsgraad van 67,7% hebben, terwijl uw regeerakkoord 73% vooropstelt.

Tijdens de voorbije jaren zette ons land, in een slechte economische conjunctuur, mooiere cijfers neer dan de andere Europese landen!

16.53 Benoît Friart (MR): Men moet ook naar de perspectieven kijken. Volgens het rapport dat het Federaal Planbureau dinsdag publiceerde, komen we in 2020 uit op een werkgelegenheidsgraad van 70% en in 2022 van 71,3%, waardoor we in de buurt van de Europese standaarden komen. Dat is te danken aan onze herstellende concurrentiekracht, die het werk is van deze regering.

16.54 Marco Van Hees (PTB-GO!): De werkgelegenheid mag dan wel toenemen, maar in mindere mate dan in de andere Europese landen, wat betekent dat de *taxshift* contraproductief is. Er kwamen meer banen bij toen we zonder regering zaten!

In *La Libre Belgique* van vandaag zegt het Neutraal Syndicaat voor Zelfstandigen (NSZ) dat de globale stijging van het aantal zelfstandigen vooral te wijten is aan het hogere aantal vrouwen met een zelfstandig bijberoep (+ 5,5%) en het hogere aantal zelfstandigen dat actief is na de

indépendant pour arriver à survivre avec vos pensions. "Le nombre total d'indépendants à titre principal n'a augmenté que de 1%", regrette le SNI.

Au niveau des salariés, c'est la même évolution. Pour un emploi temps plein créé, il y a cinq emplois précaires créés, ce qui veut dire que ce gouvernement crée en fait une précarisation du travail, tout simplement.

16.55 David Clarinval (MR): Monsieur le président, revenons à la question qui était posée initialement. Les chiffres de M. Borsus mais aussi les chiffres donnés, mardi matin, par la Commission européenne, j'insiste, malheureusement en l'absence de Mme Fonck et de M. Gilkinet, démontrent que l'action du *tax shift* est source de création d'emplois.

Je rappelle, en conclusion, avant de passer à la phrase suivante, que le cœur de notre dispositif est évidemment de créer de l'emploi pour augmenter les cotisations sociales et diminuer les dépenses. C'est cela qui permettra simplement de sauver la sécurité sociale. Point à la ligne.

16.56 Laurette Onkelinx (PS): (...)

16.57 David Clarinval (MR): C'était la quatrième raison pour laquelle il fallait mener cette réforme.

La cinquième raison, comme souligné par les partenaires sociaux, c'est qu'il fallait remettre de l'ordre dans les dépenses, en transférant toute une série "d'œufs de coucou" – ce sont en fait des dispositifs qui n'avaient pas leur place à cet endroit-là – pour qu'à un moment donné, ils soient repris dans le mécanisme du budget de l'État. C'était aussi pour rencontrer cette demande plutôt technique. Quels sont les objectifs de la réforme? Il y en a quatre.

Le premier objectif est d'améliorer la gestion financière et budgétaire, d'une part, en prévoyant des mécanismes de responsabilisation et, d'autre part, en créant une commission Finances-Budget chargée du suivi régulier des recettes et des dépenses.

Le second objectif de la réforme, c'est de disposer d'un système plus transparent, plus clair, plus simple et qui assure un financement structurel de la sécurité sociale.

Le troisième objectif consiste à prendre en compte l'impact du vieillissement de la population en permettant l'indexation de l'intervention de l'État sur la base d'un coefficient de vieillissement lié à l'âge effectif de la retraite.

Enfin, le quatrième objectif, c'est de tenir compte des différents avis des partenaires sociaux.

Sur le financement proprement dit, on conserve, dans les faits, trois sources de financement, à côté des cotisations personnelles et patronales qui alimentent majoritairement les gestions globales. Le cœur du financement reste les cotisations sociales et patronales. C'est toujours cela la part du lion dans le financement de la cotisation sociale.

pensioenleeftijd (+ 5,8%). Voor de zelfstandigen in hoofdberoep ging het slechts om een toename met 1%. En vijf op zes nieuwe voltijdse banen in loondienst zijn precair.

16.55 David Clarinval (MR): De cijfers van de heer Borsus en de Europese Commissie tonen aan dat de *taxshift* voor werkgelegenheid zorgt. Welnu, door banen te scheppen en zo de sociale bijdragen te doen toenemen en de uitgaven te doen dalen, kunnen we de sociale zekerheid redden.

16.57 David Clarinval (MR): Er moest orde op zaken worden gesteld in de uitgaven door een reeks maatregelen die niet op hun plaats waren, naar de rijksbegroting over te hevelen.

De hervorming heeft meerdere doelstellingen. De eerste is het verbeteren van het financiële en budgettaire beheer door de invoering van responsabiliseringsmechanismen en de oprichting van een Commissie Financiën en Begroting die de inkomsten en uitgaven moet opvolgen. Men wil ook tot een transparanter en eenvoudiger systeem van structurele financiering komen. Er zal bovendien rekening worden gehouden met de vergrijzing van de bevolking, en wel door een geïndexeerde overheidstegemoetkoming op basis van een vergrijzingscoëfficiënt die aan de effectieve pensioenleeftijd is gelinkt. Tot slot zal er rekening worden gehouden met het advies van de sociale partners.

De sociale en werkgeversbijdragen blijven de voornaamste financieringsbronnen. De klas-sieke overheidsdotatie is een van

Mais il y a trois sources de financement complémentaires. La première est la dotation classique de l'État. C'est une intervention de solidarité, une intervention dans le financement durable des dépenses de solidarité. Elle sera indexée via l'indice santé, comme cela se fait actuellement. Et elle pourra augmenter via un coefficient de vieillissement. Pour cela, il y a deux conditions. Si la croissance économique est suffisante (au minimum 1,5 % du PIB) et si des mesures visant à freiner le coût du vieillissement sont mises en place, notamment concernant l'âge effectif de la retraite qui augmente, alors, il pourra y avoir un indice supplémentaire à l'indice santé.

Le coefficient de vieillissement est un nouveau système, un moyen additionnel pour sécuriser le financement de la sécurité sociale.

Le deuxième dispositif est le financement alternatif. Il permet une limitation des subventions de l'État et compense la baisse des cotisations patronales. On en a déjà parlé abondamment en introduction. Au lieu de taxer le travail, on cherche des alternatives pour remplir les caisses de la sécurité sociale. On distingue donc le financement alternatif de base, qui est une compensation des réductions de cotisations avant le *tax shift*, et le financement alternatif *tax shift*, qui est une compensation des réductions de la période *tax shift*. Là, M. Laaouej a raison, on tient compte des effets retour dans ce calcul.

Contrairement à ce qui a été dit, on bétonne dans la loi le financement alternatif du *tax shift*. Les sources de financement alternatif sont limitées à deux. Une source de financement de réserve sera gardée au cas où les sources de financement de base ne suffiraient pas. Chaque année, c'est un pourcentage qui sera prélevé du produit de la TVA et du précompte mobilier. On peut donc dire clairement qu'on va diminuer la pression fiscale sur le travail et l'orienter en partie vers le capital, entre autres, puisqu'on va prélever une partie des recettes de la sécurité sociale sur le précompte mobilier, ce que d'aucuns appellent de leurs vœux. Notons au passage qu'à travers le précompte mobilier, le capital financera donc davantage la sécurité sociale qu'auparavant.

Le troisième mécanisme de dotation de la sécurité sociale, en plus des cotisations, est la dotation d'équilibre transparente et responsabilisante, dont le montant est défini chaque année et dont l'objectif est la couverture du déficit, sans pour autant créer des boni. Avec cette dotation, le gouvernement garantit qu'en fin d'exercice, la sécurité sociale est en équilibre budgétaire, il faut le dire, contrairement à ce qu'on entend dire depuis un certain temps!

La nouveauté, c'est la responsabilisation. Les partenaires sociaux doivent être responsabilisés, au même titre que le gouvernement d'ailleurs. C'est pourquoi la dotation d'équilibre sera fixée après avoir examiné si chacun a fait son travail, après avoir pris des mesures tant en recettes qu'en dépenses et qui ont un impact sur l'équilibre financier de la sécu, et après avoir prévu la neutralité budgétaire, sans quoi des mesures supplémentaires devront être prises.

Je relève également que l'on a inscrit dans la loi la clef de répartition 1/9^e, de façon à renforcer et garantir à long terme le statut social des indépendants. Cela constitue, selon moi, un apport essentiel de cette

de drie andere financieringsbronnen. Die solidariteitsteegemoetkoming wordt altijd geïndexeerd volgens de gezondheidsindex maar zal kunnen worden verhoogd via een vergrijzingscoëfficiënt, als twee voorwaarden vervuld zijn: een economische groei van minstens 1,5% van het bbp en de afremming van de vergrijzingskosten, onder meer door een verhoging van de effectieve pensioenleeftijd.

De tweede maatregel is de alternatieve financiering. Daardoor kunnen de Rijkstoelagen worden verlaagd en wordt de daling van de werkgeversbijdragen gecompenseerd. In plaats van arbeid te belasten voorzien we enerzijds in een alternatieve basisfinanciering, waarmee de bijdrageverminderingen van vóór de invoering van de *taxshift* worden gecompenseerd, en anderzijds in de alternatieve financiering voor de periode sinds de invoering van *taxshift*. Bij die berekening wordt er rekening gehouden met de terugverdieneffecten.

In tegenstelling tot wat er werd gezegd, wordt de alternatieve financiering van de *taxshift* in de wet verankerd en wordt de alternatieve financiering beperkt tot twee financieringsbronnen, plus één reservefinancieringsbron. Elk jaar zal er een bepaald percentage worden ingehouden op de btw-opbrengst en op de opbrengst van de roerende voorheffing: we zorgen er dus voor dat het kapitaal ook bijdraagt!

Het derde mechanisme is de evenwichtsdotatie, die transparant is en responsabiliserend werkt. Het bedrag ervan wordt elk jaar vastgelegd, opdat het tekort zou worden gedekt zonder dat er een overschot wordt gecreëerd. Dat zorgt ervoor dat de begroting van de sociale zekerheid in evenwicht is aan het einde van de legislatuur. De nieuwigheid is de responsabilisering van de sociale partners: de

réforme.

Avant de conclure, je voudrais quand même dire un mot du rôle des partenaires sociaux, qui fut maintes fois évoqué. Il faut mettre un terme à la désinformation. En effet, ils rempliront toujours leur rôle. La compétence du Comité de gestion globale est inchangée. De même, la concertation n'est pas affaiblie. Par ailleurs, une commission Finances-Budget est créée afin d'améliorer la gestion financière et budgétaire. Elle sera chargée du suivi des recettes et des dépenses. Il a été précisé qu'y siègeraient des fonctionnaires et des experts des institutions publiques de sécurité sociale, qui relèvent de la gestion paritaire. On n'y trouvera aucun représentant du gouvernement ou de cabinets. Le but est de rester concentré sur les aspects techniques et chiffrés. C'est également une avancée majeure, puisqu'un suivi mensuel de l'évolution des recettes et des dépenses sera organisé.

Chers collègues, en conclusion, notre protection sociale doit relever le défi du vieillissement de la population et des coûts de plus en plus élevés qu'il impliquera à l'avenir, tant pour le paiement des retraites que pour la prise en charge des soins de santé. Il s'agit, là aussi, d'assurer pour les années à venir son rôle fondamental, qui consiste à soutenir les citoyens qui sont confrontés à un accident de la vie, comme la perte d'un emploi ou la survenance d'une maladie. Nous devons donc garantir un financement durable de la sécu dans le cadre de la gestion globale et paritaire.

En parallèle, le financement repose encore en grande partie sur les cotisations versées par les travailleurs et les employeurs. La priorité reste donc, pour pérenniser notre sécurité sociale, de relever le taux d'emploi - trop faible en Belgique, comme cela fut signalé. Il est par conséquent indispensable de mener des politiques de soutien au développement de l'activité économique, à la création d'emplois et à l'amélioration du taux d'emploi. C'est la voie royale pour sauver notre sécurité sociale.

Je vous remercie de votre attention.

evenwichtsdotatie zal pas worden vastgelegd nadat er onderzocht werd of iedereen zijn werk heeft gedaan, er maatregelen werden genomen op het stuk van de ontvangsten en uitgaven en de budgettaire neutraliteit werd verzekerd.

De 1/9-verdeelsleutel is opgenomen in de wet, zodat het sociaal statuut van de zelfstandigen op lange termijn gewaarborgd wordt.

Men moet ophouden met het verspreiden van onwaarheden over de rol van de sociale partners, die onverkort blijft bestaan; de bevoegdheid van het Beheerscomité van de sociale zekerheid blijft dezelfde en het overleg wordt niet afgezwakt.

Er wordt een Commissie Financiën en Begroting opgericht om het financiële en begrotingsbeheer te verbeteren. Ze zal met de maandelijkse opvolging van de ontvangsten en de uitgaven worden belast. Er zullen ambtenaren en deskundigen deel van uitmaken, maar geen vertegenwoordigers van de regering of de kabinetten.

Onze sociale zekerheid moet de uitdagingen die voortvloeien uit de vergrijzing aangaan en zorgen dat ze de bijbehorende kosten kan dragen. Ze moet haar fundamentele rol spelen, die erin bestaat burgers bij te staan die met tegenslag te kampen krijgen. We moesten dus zorgen voor een duurzame financiering in het kader van een globaal en paritair beheer.

De financiering stoelt nog in belangrijke mate op de door de werknemers en werkgevers gestorte bijdragen. Om onze sociale zekerheid te bestendigen blijft het optrekken van de werkgelegenheidsgraad dus prioritair.

16.58 Stefaan Vercamer (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, mijnheer de minister, collega's, wat voorligt is het derde belangrijke wetsontwerp op korte tijd, dat ook in de commissie werd

16.58 Stefaan Vercamer (CD&V): Après la loi sur les salaires et la loi sur le travail faisable et maniable,